

INCIVILITÉS À SAINT-IMIER

«Il faut s'attaquer à la source du problème»



De telles scènes (ici dans le jardin public proche de la gare il y a plusieurs mois) ne sont pas rares à Saint-Imier. Cette semaine encore, une vidéo tournée dans un parking souterrain de la localité montrant un amas de débris au sortir du week-end a suscité une vague de réactions sur les réseaux sociaux. La Municipalité souhaite mener un travail en profondeur pour tenter de résoudre le problème à la racine.

CÉLINE LO RICCO CHÂTELAIN

- **Si, en matière d'incivilités, des mesures policières** ou de restrictions s'imposent parfois dans l'urgence, elles ne permettent pas forcément de régler le problème à long terme.
- **Désireuses d'aborder les questions liées aux incivilités** sous un angle plus positif et de trouver des solutions pérennes en la matière, les autorités de Saint-Imier ont lancé un «social lab».
- **Menée sous la forme d'ateliers participatifs** impliquant des représentants de la société civile comme des autorités politiques, la démarche devrait permettre de trouver des pistes pour améliorer le vivre ensemble.

Cela fait plusieurs mois maintenant que l'éclairage est éteint et que les rassemblements sont interdits entre 22 h et 7 h sur l'Esplanade des Collèges à Saint-Imier, tout comme à quatre autres endroits sensibles de la localité, notamment les jardins publics.

Ces mesures de répression avaient été décidées en août dernier en raison des incivilités à répétition constatées dans ces secteurs (tapage nocturne et abandon de déchets sur la voie publique notamment), mais surtout suite à de graves dérapages qui étaient intervenus dans le courant de l'été et qui avaient vu des jeunes défier les forces de sécurité, entraînant la mobilisation du groupe d'intervention de la police cantonale.

Un travail de fond

Si de telles mesures de répression s'avèrent parfois inévitables, ce n'est toutefois pas la voie dans laquelle entendent s'engager à long terme les autorités imériennes. On se souvient ainsi que le Conseil de ville avait lui-même refusé la pose de caméras de surveillance (alors vivement réclamées par le PLR) en plusieurs endroits sensibles de la localité. «Il faut dire qu'imposer des restrictions ne fait souvent que déplacer le problème», constate la conseillère municipale Jessica Haenni.

Désireuse de s'attaquer à la source du problème et non pas seulement à ses symptômes, la Municipalité de Saint-Imier a décidé d'initier un «social lab» avec l'appui de deux sociologues, adjoints scientifiques à la Haute école de gestion Arc. «Il s'agit d'aller au-delà des mesures ponctuelles et de mener un travail de fond, prévu sur deux ans, sous forme d'ateliers qui impliquent jusqu'à une vingtaine de personnes de tous âges et de divers horizons: des jeunes, des personnes âgées, des commerçants, des tenanciers de bar, des gens de l'administration notamment», explique Jessica Haenni.

Pas de baguette magique

Si les premières discussions menées ont par la force des choses beaucoup tourné autour des incivilités et de la jeunesse, «il s'agira aussi d'élargir la discussion et de dégager des pistes pour améliorer le vivre-ensemble d'une manière générale, que ce soit entre générations ou entre cultures différentes», indique Jessica Haenni.

Jérôme Heim, l'un des deux experts de la HEG-Arc qui chapeautent le processus, ne promet bien sûr pas que les incivilités vont disparaître comme par magie du jour au lendemain à Saint-Imier. «Il faut rester modeste car il y a parfois des questions identitaires complexes et des effets de bande derrière ces phénomènes d'incivilités. Mais cela vaut la peine d'aller chercher des solutions du côté de la cause du problème, d'essayer d'améliorer la situation en profondeur et, à plus long terme, de réfléchir à ce que cela signifie de vivre à Saint-Imier en tant que jeune, moins jeune, immigré. Il faut aller au-delà de la volonté de simplement se tolérer les uns les autres et inciter à créer du commun», développe-t-il.

Ce qui est particulièrement intéressant, selon Jérôme Heim, c'est de mener cette démarche non pas en s'appuyant sur des experts, mais en réfléchissant avec des gens de différents

milieux. «J'ai expérimenté cette démarche dans le cadre de divers projets d'urbanisme ou associatifs et ce qui en ressort, c'est que ces différents regards amènent une diversité d'idées et permettent de trouver des solutions qui convainquent plus largement», appuie-t-il.

De nouvelles possibilités

Jérôme Heim précise encore que la démarche se veut expérimentale et itérative. «Nous n'allons pas travailler en vase clos pendant deux ans et rendre un rapport. L'idée est de mettre en œuvre les pistes esquissées rapidement, pour voir ce qui marche.»

Après la tenue de deux ateliers (qui se poursuivront à raison d'un tous les deux mois), le sociologue se dit en tous les cas optimiste. «Même si chacun n'est pas forcément du même avis, on a senti un réel intérêt des participants à s'impliquer pour chercher des moyens d'améliorer le vivre ensemble, de proposer des nouvelles possibilités plutôt que de restreindre encore davantage les libertés», conclut-il.

Le Conseil municipal, de son côté, se dit convaincu que les réflexions en cours «vont dans le bon sens, car elles sont de nature à faire adhérer à des projets des franges de la population qui se sentaient peut-être délaissées jusqu'ici».

Premières pistes esquissées

CLR

- ▶ Les deux premiers ateliers du social lab ont déjà permis d'esquisser quelques pistes. La mesure la plus urgente identifiée par les participants est ainsi la nécessité, pour la Municipalité, d'engager un travailleur social hors murs, qui aura pour tâche d'œuvrer avec l'ensemble de la population et pas seulement avec des jeunes au comportement problématique. Un premier essai sur trois mois avait déjà été mené à satisfaction à l'automne suite aux débordements constatés durant l'été. Le Conseil de ville vient de donner son aval à la poursuite du processus visant à pérenniser ce poste.
- ▶ Autre idée: créer un espace ou un local de rencontre pour les jeunes entre 18 et 25 ans, afin de ramener la quiétude pour les riverains des lieux où ces jeunes se réunissent actuellement. Enfin, le social lab suggère le développement de projets communautaires «favorisant les rencontres et la création de liens sociaux, pour réduire la méconnaissance existant parfois entre les communautés autochtones et immigrées». La possibilité de lancer chaque année un appel à projets auprès de la population avec une somme à disposition entre 5000 à 15 000 fr. est avancée.